

Le scandale de la Bio

Je voulais aborder un phénomène qui semble ne pas avoir interpellé l'opinion publique et surtout les consommateurs du quotidien. Pourtant ce phénomène est visible dans la grande distribution. Il suffit d'ouvrir les yeux pour constater que depuis environ deux à trois années, les produits transformés issus de l'agriculture biologique ont fait une irruption fracassante dans les rayons alimentaires ; cela donne l'impression, à vue d'œil, que 30 % de la production présentée en rayon est de provenance biologique : les produits portant la mention « bio », vaguement doublée d'un label officiel sur les emballages, souvent marquée en gros caractères pour attirer l'attention, semblent avoir envahi les supers et hypermarchés des multinationales de la grande distribution.

Alors, comment expliquer ce phénomène, pour ceux qui s'intéressent un peu à la question — et les consommateurs du quotidien devraient s'y intéresser tout autant que s'en inquiéter —, surtout quand on sait que l'agriculture biologique, en France, stagne à 3 % de la surface utile agricole depuis plus de 50 ans. Elle serait aujourd'hui à 7 % environ, soit une augmentation de 4 % en peu de temps... Une partie de cette modeste progression serait absorbée par les terres consacrées à l'élevage ou aux vignobles, beaucoup plus facile à transformer en bio... Quoi qu'il en soit, on est loin des grandes envolées de la consommation bio, régulièrement annoncées par cette expression toute faite « la production bio a explosé », répétée *ad nauseam* pratiquement tous les ans comme un élément de langage de perroquet apprivoisé, et qui ne correspond à aucune réalité !

Dans ces conditions, comment peut-on passer, du jour au lendemain, pratiquement de 3,5 ou 7% à environ 30%, voire plus, de produits bio dans les rayons, quand on connaît les délais de conversion ? Dans ces rayons où le mot « bio » vous arrête le regard partout où on le promène, où vous voyez des produits de marques conventionnelles passés en bio comme par magie, ou sont exposés ensembles, l'un bio, l'autre pas bio, etc. ? Encore une fois, comment cela a-t-il pu se produire aussi spontanément, chez les gros industriels de la consommation, lesquels, pendant plus de cinquante ans, ont ignoré superbement la bio, l'ont même combattue, cherchant à entraver systématiquement son développement, allant jusqu'à considérer le mot comme une insulte, et à traiter les organismes promouvant l'agriculture biologique, d'affameurs, voire d'empoisonneurs ?

Précisons tout d'abord, qu'il n'est question d'évoquer ici que l'alimentation transformée et non le frais. Dans la grande distribution, le frais bio est relégué sur des étals isolés comme pour montrer qu'on vend du frais bio. Personne ne s'arrête sur ces étals, et les fruits et légumes présentés sont le plus souvent défraîchis, passés de date ou ont l'air piteux, à côté du conventionnel qui déborde plus loin et fait le plein de la clientèle.

Donc cette alimentation transformée est fabriquée par l'ensemble des industries agro-alimentaires qui conditionnent des produits de consommation à base d'ingrédients issus de l'agriculture ou de l'élevage dit « bio », pour la plupart présentés sous emballages. La question est : d'où provient cette profusion de produits issus de

l'agriculture biologique ? Et qu'est-ce qui a provoqué cet attrait soudain des industriels pour cette agriculture ?

Pour que la grande distribution mette en avant une production qui serait passée de 7% à 30%, il faut que l'agriculture bio se soit développée dans les mêmes proportions et dans le même temps. Or c'est impossible. Il faut sept ans pour transformer une parcelle de l'agriculture conventionnelle en bio ; délai considéré comme un strict minimum pour régénérer des sols pollués et dévitalisés. Pour certains spécialistes c'est même insuffisant. Rappelons que si un brûlis permet de cultiver une terre enrichie par la cendre dans les deux, trois, années qui suivent, il faut ensuite douze ans au minimum pour la revitaliser. Les terres des régions de grande culture sont gorgées de pesticides, d'engrais artificiels et autres intrants chimiques au détriment de la vie spécifique du sol. D'autre part, les structures végétales, bosquets haies, buissons taillis, rigoles ou fossés d'écoulement qui délimitaient jadis les parcelles cultivables, les bocages, ont été le plus souvent arrasées pour augmenter les étendues cultivables d'un seul tenant, exposant du même coup les sols à l'agressivité mutilante du machinisme agricole et des fortes intempéries saisonnières.

Dans ces conditions, on voit mal comment il serait possible d'opérer des conversions à la bio dans des délais raisonnables inférieurs à sept années. Un réel problème de déontologie qui n'a pas empêché un de ces nouveaux apôtres de la bio miracle, d'affirmer que la conversion se faisait désormais dans un délai de deux ans, les cultures passant à l'agriculture dite « raisonnée » durant le temps de latence. C'est une pure escroquerie : ce qu'on appelle l'agriculture raisonnée n'est que le faux nez de l'agriculture conventionnelle ; donc durant deux ans on prolonge les façons culturales conventionnelles comme si de rien n'était, puis du jour au lendemain, sur un claquement de doigt, on convertit les cultures à la bio, avec le label AB officiel à la clef. De qui se moque-t-on ?

*

Voyons ce qu'il en est de l'agriculture biologique... Vaste question. Autant qu'il est possible de résumer, disons que c'est l'agriculture de grand papa, c'est-à-dire une agriculture sans utilisation de produits chimiques et autres matériels aussi polluants qu'ils sont mutilants, augmentée des pratiques et connaissances techno-scientifiques obtenues ce dernier siècle. Quel est donc le véritable secret de cette agriculture ? Tout réside dans le sol et la vie grouillante de toute une faune d'insectes, de micro-organismes, de champignons qui s'organise au sein d'un espace vital appelé humus ou complexe argilo-humique ; chaque espèce a sa propre fonction dans son propre biotope qu'on appelle les horizons du sol : il y a ceux du haut, ceux du bas et les intermédiaires ; et là s'organise une sorte de ballet interactif, une symbiose folle entre ces différentes espèces animales dont certaines ne sont pas visibles à l'œil nu, et qui dépendent l'une de l'autre pour un seul but : recycler la matière organique et synthétiser la vingtaine d'éléments constitutifs de la vie, sous les noms de vitamines, sels minéraux, oligo-éléments... Sans cette mince couche d'humus qui recouvre les parties humides et

chaudes de la planète terre, pas de végétation possible, pas d'espèces animales, pas de vie humaine.

On notera qu'au sein de cette micro-population active, règne le roi de la terre : le ver du même nom, ce cher et vieux ver de terre, qui, à lui seul, est à la fois agriculteur, machine agricole, entreprise de travaux publics, usine agroalimentaire. Il fore en permanence la terre, créant des galeries qui amènent l'eau et l'air, ce qui donne à l'humus sa consistance légère et aérée ; en même temps qu'il fore, il se nourrit des déchets micro-organiques contenus dans le sol ; si bien que tout en se nourrissant, il nourrit également la terre par ses déjections : il joue alors un rôle d'engrais naturel...

Il est facile d'imaginer les ravages que peuvent provoquer les socs de charrues bouleversant ce paysage dit « argilo-humique » et sa fragile population ; ils le chamboulent, le dévastent, rompant à chaque passage cet équilibre extraordinaire qui est né avec la vie sur terre ; c'est sur ce point d'achoppement, avec l'utilisation intensive de la chimie, que s'opposent radicalement agriculture bio et agriculture conventionnelle productiviste. Pour bien comprendre cette opposition irréductible, j'emprunte une image forte pour montrer deux façons d'envisager l'agriculture ; il y a la première manière qui consiste à traiter la terre comme une femme aimée à qui l'on caresse le ventre pour lui faire un enfant ; puis il y a la deuxième manière consistant à la traiter comme une femme de rien, une souillon, une prostituée à l'abattage, dont le proxénète tire le maximum de rendement ; ce qui se traduit généralement par la déchéance de l'être, tant sur le plan social que moral, psychologique et physique, pouvant aboutir à sa mort prématurée

Maintenant, essayons de comprendre pourquoi l'agroalimentaire et la grande distribution se sont soudainement intéressés à cette bio à laquelle ils s'opposaient farouchement, un peu comme Big-Pharma s'oppose, encore aujourd'hui, aux médecines naturelles.

1) Je pense tout d'abord que l'agriculture conventionnelle intensive est en train d'atteindre les limites du productivisme, tant en qualités nutritives et organoleptiques qu'en prix. Pour maintenir la même qualité médiocre des denrées qu'ils proposent à une clientèle de consommateurs pas trop exigeante ni trop regardante sur la marchandise, ils ne peuvent plus descendre au-dessous d'un certain prix de revient, sauf à dégrader encore plus la qualité des produits et mettre en danger la santé humaine et animale ; de plus l'approvisionnement en quantité industrielle ne suffit plus. Ils ont beau construire des usines et des centres de distributions géants, et s'approvisionner de plus en plus loin, à l'autre bout de la planète et au moins cher, ils touchent le fond. La solution : faire bonne figure et s'emparer de la bio pour améliorer leurs marges commerciales ; du coup, après l'avoir ostracisée durant des décennies, ils ne lui ont trouvé que des qualités, et vas-y que je t'embouche les trompettes de la propagande ! Notons en passant qu'ils viennent de trouver une nouvelle accroche pour endormir encore mieux le chaland : la mention « zéro résidus de pesticides » inscrite en gros sur les emballages. Personne n'est obligé d'y croire.

Toutefois, quand on parle bio, il faut que cela soit vraiment de la bio ; ce qui veut dire qu'elle obéit obligatoirement à un cahier des charges tant en culture qu'en transformation ; c'est la condition *sine qua non* de l'obtention du fameux label AB. Le deuxième obstacle est de respecter l'éthique bio. Et dans les deux cas, ça coince. Alors on en prend à son aise avec le cahier des charges. Quant à l'éthique bio, de quoi parle-t-on ? Dans certains milieux d'affaires le mot « éthique » est quasiment une insulte ; parler d'éthique à un banquier, c'est comme parler du diable à une vierge consacrée. L'éthique n'est pas compatible avec le productivisme industriel, la morale encore moins.

2) Le deuxième aspect concernant cet engouement soudain des grandes surfaces de commerce et des industriels pour la bio, vient de la mentalité propre à l'affairisme débridé de notre temps ; toute la chaîne alimentaire est touchée par le même vice de notre époque : elle est dominée, pour ne pas dire rongée, par la spéculation financière, le mal du siècle... Quand je dis toute la filière, j'entends les semenciers, les fabricants de pesticides, d'engrais chimiques ou de synthèse, d'alimentation animale, de matériel agricole, les agriculteurs eux-mêmes, les industries de transformation, la grande distribution, mais aussi les syndicats agricoles de type FNSEA, les chambres d'agriculture, les Safer, sorte d'agence publique de l'immobilier agricole, la banque Verte, l'incontournable INRA, Institut national de la recherche agricole, et même les écoles d'agriculture ; en un mot ce qu'on appelle l'agro-business que l'on pourrait désigner du nom de Big-Agra, tout comme le Big-Pharma, très en pointe en cette période de pandémie ; l'analogie est d'autant plus pertinente que sur le plan des conflits d'intérêts, le Big-Agra n'a rien envier au Big-Pharma... Voyez comment sont les choses : nous sommes en présence du Big-Pharma, puis du Big-Agra, puis du Big-Media, puis du Big-Data. Et au-dessus qu'est-ce que vous trouvez ? Le Big-Banque — non, pas le Big-Bang, mais le Big-Banquier, le gros banquier ventru, joufflu, mafflu, le vrai Big-Gangsta, celui qui vampirise le travail des peuples, qui aspire et encaisse la monnaie sans rien faire, celui vers lequel convergent les tuyaux de la folle spéculation. Pas de doute, l'avenir de l'humanité est bien encadré par tous ces faiseurs d'argent et de mort.

Toutefois, le développement de l'agriculture biologique revient plus cher, car si elle est plus économe que le conventionnel, et de beaucoup en matière d'énergie et de pollution, elle réclame de son côté beaucoup plus de main-d'œuvre ; de fait, la notion de rendement ne tient essentiellement qu'à une question entre coût de main d'œuvre et coût d'énergie. La seule option possible pour surmonter ce handicap, c'est de revenir au modèle traditionnel séculaire et adapté aux lois de la nature, à travers la structure agricole familiale de type polyculture-élevage (Saf-Tpe que j'oppose à la structure agricole familiale de type productiviste industriel, Saf-Tpi).

*

Avant d'aller plus loin, quelques mots sur l'état des lieux, c'est-à-dire sur la réalité de la paysannerie aujourd'hui, de cette paysannerie qui semble ne plus exister que par le mot qui la désigne. Car le véritable scandale est là : durant les soixante dernières années, la paysannerie française de tradition, à quelques pourcentages près, a été complètement liquidée par la technocratie agricole et le modernisme déchaînés. J'ai

d'ailleurs abordé cette grave question dans une autre chronique, sous ce titre qui en dit long : *Le génocide paysan*. Il faut le savoir, la République, conséquence de son emprise politico-idéologique, n'aime pas les paysans et ne les a jamais aimés. Dès le sortir de la Seconde guerre mondiale, il a fallu reconstituer la chaîne alimentaire et adapter la production agricole. Deux options possibles se sont présentées : soit adapter le modèle communiste, les fameux kolkhozes soviétiques, soit le modèle américain, parce que, vous l'avez deviné, après quinze siècles de civilisation, il ne saurait y avoir de modèle agricole français, donc de troisième option possible. La faillite du communisme ayant été ce qu'elle est, les socialo-communistes issus de la « Résistance » ont mangé leur chapeau et se sont jetés sur le modèle agricole intensif et productiviste à l'américaine, avec force dollars à la clef. À ce sujet, je considère que le Plan Marshall a été plus néfaste que bénéfique, tant à l'agriculture qu'à l'ensemble de la société française.

Puis, dans les quarante années qui ont suivi, tout a été fait sur le plan politique, de droite comme de gauche, surtout durant la période gaulliste, pour expulser la petite paysannerie de ses terres et envoyer ses enfants à la ville, gonfler les usines et la fonction publique, grandes dévoreuses de bureaucrates et de main d'œuvre. D'où la désertification de régions entières, l'abandon tout ou partie de milliers de villages et autant de clochers devenus silencieux ; et avec les villages d'innombrables unités agricoles laissées à l'abandon avec leurs corps de fermes, que la spéculation nouvelle transformera parfois en résidences secondaires de luxe, mais aussi en gîtes ruraux, maisons d'hôtes, à la disposition des populations urbaines en mal d'oxygène et de vitamines D. Soumises à une marée montante de béton, de bitume, de spéculation effrénée — toujours elle ! — les terres arables ont été livrées à l'extension anarchique des villes, à l'émiettement urbain et au mitage des paysages naturels. Quant aux villages rescapés de la désertification, ils abandonneront toute référence à cette agriculture de terroir qui fut leur raison d'être durant des siècles, pour se reconverter dans le tourisme local, l'hébergement de villégiature et les activités ludiques ou culturelles de plein air, voire dans la rentabilisation de leurs terres en les sacrifiant aux nouvelles technologies solaires ou éoliennes...

*

Maintenant, il convient de se poser les bonnes questions, de se demander comment arriver à désolidariser l'agriculture biologique du système de production industrielle et commerciale avec tous ses effets pervers destructeurs et ravageurs ; mais aussi de lui rendre sa pleine et entière légitimité économique et sociale.

Comme je l'ai suggéré plus avant, il s'agit de revenir à la structure agricole familiale de type polyculture-élevage ; l'objectif est de ramener les gens à la terre de leurs anciens avec les connaissances et la formation d'aujourd'hui, en créant des regroupements d'une douzaine d'unités agricoles d'environ dix à quinze hectares chacune afin d'éviter aux nouveaux arrivants de se retrouver trop isolés ; puis de créer les conditions d'activité de chaque groupement sur fond d'autarcie pondérée, permettant de produire et livrer à la consommation des denrées saines à des prix abordables. Une expression populaire parle de remettre l'église au milieu du village ; ce à quoi j'ajouterai : et de remettre le tas de

fumier à la place de la piscine... Cela impliquerait la réhabilitation de la traction animale, un retour à la parcellisation des terres, à la reconstruction des bocages souvent victimes des remembrements aveugles des années soixante du siècle dernier, et le cas échéant la participation active de villages ou hameaux en voie de désertification, décidés à retrouver leur vocation agricole d'antan. J'estime qu'en moins de deux décennies, on pourrait ramener un million de volontaires à la terre.

Il n'est évidemment pas possible dans cette chronique d'entrer plus en détail dans les explications ; je m'en tiendrai à cette simple mise en perspective, car il s'agit d'abord de prendre conscience d'une réalité qui se profile à l'horizon, dans un proche avenir ; les peuples français et européens, après avoir été confrontés à la contamination endémique provoquée par l'arme virologique, sont sous la menace d'être confrontés à la famine ou à l'empoisonnement par l'arme alimentaire ou les deux à la fois, sans compter une troisième menace subséquente : une crise financière d'ampleur systémique.

Je rappelle que la paysannerie a été durant des siècles le socle vital et vivant de notre société française et européenne. Le paysan de jadis n'a rien à voir avec l'agriculteur d'aujourd'hui qui est devenu un vulgaire entrepreneur de travaux agricoles travaillant en sous-traitance des grands groupes alimentaires ; c'était un homme dont la vie se déroulait entre ciel et terre selon le rythme du temps et la succession des saisons ; une sorte de mystique céleste l'unissait aux éléments du cosmos ; il était en phase avec la nature et savait répondre d'instinct à ses exigences ; il la traitait avec ce respect que l'on doit à celle qui porte et donne la vie ; et l'on comprend mieux ce rapport d'interdépendance ou de symbiose quand on sait que le principe fondamental de l'agriculture consiste à rendre à la terre ce qu'on lui a emprunté. La plus émouvante représentation de ce paysan d'antan reste l'inoubliable tableau de Jean-François Millet, l'*Angélu*, qui symbolise à la perfection le rapport de l'homme à la terre et au ciel, entre humus (humilité est un doublet d'humus) et Puissances de l'Au-delà, que singularise le son argentin de la cloche qui tinte dans le lointain.

Addendum

Il est important de préciser ici que la Bio n'a rien à voir avec l'écologie, particulièrement avec l'écologie politique, dont le fondateur fut, en France, l'agronome marxiste René Dumont, lui-même un des co-fondateurs de l'INRA ; elle a encore moins à voir avec certaines universités américaines, qu'un article récent présentait comme des pionnières de la Bio : de quoi s'esclaffer quand on sait le rôle pionnier joué par les agrobiologistes français et américains d'avant-guerre, et des années cinquante-soixante du siècle dernier ! Allez, exit les écolos-bobos-gauchos, les rurbains et néo-ruraux ou éco-villageois, et autre collectifs cambroussards rappelant les hippies soixante-huitards ou les alternatifs aussi évaporés qu'ils étaient peu en phase avec les réalités du monde de la terre ; je le dis clairement : je n'ai pas envie, mais alors pas du tout, que nos beaux terroirs de France se transforment en autant de bobolands à la disposition exclusive d'oisifs enrichis le plus souvent sur le dos du contribuable, ou hantés par tous ces spectres de dégénérés issus de la ville qui ne se déplacent à la campagne que pour polluer et salir tout ce qu'ils touchent.

Pour ma part, j'ai commencé à m'intéresser à la bio dans les années soixante du même siècle dernier, portant mon intérêt plus particulièrement sur la méthode agrobiologique Lemaire-Boucher. Mais là, nous entrons dans une approche technique que je n'ai pu approfondir par la suite, les impératifs de l'existence m'ayant entraîné vers d'autres voies professionnelles. Une chose est sûre cependant : la bio n'a jamais progressé ; même s'il elle a gagné quelques points de nos jours, surtout grâce ou à cause du nouveau cahier des charges de l'Union Européenne, très laxiste et pour le moins suspect, et à l'importation massive de denrées en provenance de l'étranger. Un constat : le logo du label officiel AB a disparu du site internet d'*Ecocert*, le plus important organisme certificateur français, au profit du label européen. Il se pourrait bien que Big-Agra cultive en arrière-pensée cette idée monstrueusement cynique : tuer définitivement l'agriculture biologique et s'approprier l'exclusivité de la mention « bio ».

Enfin, dernière précision : je n'ai fait aucune allusion à la gestion de nos forêts et de l'eau en général ; la question est tellement importante qu'elle mériterait à elle seule une chronique pour chaque spécialité. Mais une chronique est une chronique, pas un essai ou un traité scientifique. Nous en resterons là. (*Sept.2021*)